



Octobre / October 2020

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Année / Year 3, N° 046



Gratuit / Free

Tél: 222 20 37 32, 658 262 682, 651 649 194 • Fax: 222 20 37 30 • Hotline: 1517

B.P.I.P.O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm

Mailto : info@conac.cm

RÉGION DU NORD

CHAMPION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN 2018

Avec un taux régional d'exécution de 51,12%, la Région de Nord occupe le sommet de la table de classification des Régions. C'est la première fois qu'une Région atteint la marque de 50% de taux d'exécution.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC), une équipe de la CONAC s'est déployée dans les Régions de l'Extrême-Nord et du Nord, du 14 au 18 septembre 2020, afin d'évaluer la mise en œuvre par les acteurs locaux des Plans d'action régionaux 2018 et d'élaborer le Plan d'action 2020-2021 de ces deux Régions. L'équipe de la CONAC dans ces deux Régions était conduite par M. FOHTUNG SAMUEL TANGANG, Membre du Comité de Coordination de la CONAC.

Les travaux de l'atelier d'évaluation dans l'Extrême-Nord ont débuté le lundi 14 septembre 2020 à 11 heures, dans la Salle de conférences des Services du Gouverneur. Après les civilités d'usage, le Dr. SANI BABANI, Maire de la ville de Maroua, a souligné que la bonne gestion des ressources est une préoccupation constante pour le bien-être de la population et s'inscrit en droite ligne de la volonté du Chef de l'Etat, qui prône l'éradication de la corruption à travers la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC).

M. FOHTUNG SAMUEL TANGANG, pour sa part, a souligné, en le regrettant, que malgré les efforts consentis depuis 2015 en matière de lutte contre la corruption dans la Région, les résultats demeurent constants et peu satisfaisants. Dans son allocution d'ouverture, M. MIDJIYAWA BAKARI, Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord, a formulé ses attentes qu'au terme des travaux de l'atelier, soient prônées la rigueur et la moralisation dans la gestion des affaires publiques.

Au terme des évaluations, d'abord individuelles puis collectives, l'on a procédé à la restitution en plénière par chaque rapporteur de groupe, suivie des échanges.

Il ressort des travaux en plénière les taux d'exécution suivants par Axe stratégique dans



la Région de l'Extrême-Nord en 2018 : Prévention 36,84%, Education 35,60%, Conditions 38,7%, Incitations 28,10% et Sanctions 20,99%, soit un taux régional d'exécution de 32,4%.

Les journées du jeudi 17 et vendredi 18 septembre 2020 étaient consacrées à l'évaluation des performances de la Région du Nord. L'atelier d'évaluation a été lancé à 10h20 min par M. SIMON SOMBE, Inspecteur Général des Services Régionaux du Nord, représentant le Gouverneur empêché.

Le Maire de la ville, représenté par son Secrétaire Général, a apprécié les actions menées par la CONAC dans la Région du Nord. Le Chef de mission de la CONAC et le représentant du Gouverneur se sont ensuite succédé pour leurs allocutions

d'ouverture respectives.

Au terme des restitutions en plénière par chaque rapporteur de groupe, les résultats obtenus dans la Région du Nord sont les suivants : Prévention 65,42%, Education 56,33%, Conditions 44,09%, Incitations 38% et Sanctions 51,76%, soit un taux régional d'exécution de 51,12%. C'est la première fois qu'une Région atteint la marque de 50% de taux d'exécution, plaçant ainsi la Région de Nord au sommet de la table de classification.

La mission d'évaluation des Plans d'Action Régionaux 2018 et d'élaboration des Plans d'action 2020-2021 dans l'Extrême-Nord et le Nord s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les participants, qui pour la plupart découvraient l'activité, aussi bien à Maroua qu'à Garoua, ont

Regional Anti-Corruption Plans of Action THE GOOD EXAMPLE FROM THE NORTH REGION

For the first time in eight years of the exercise, the North Region set a new record by crossing the 50 per cent mark in the implementation of its Regional Plan of Action.

The National Anti-Corruption Commission (CONAC), through its National Anti-Corruption Strategy, is just from evaluating the 2018 Regional Plan of Action. Teams from the National Anti-Corruption Commission were on the field from 12th to the 20th of september 2020 were on the field to carry out the exercise that comprised evaluation the implementation of the Regional Plans of action for 2018 and elaborating a working document for 2020/2021. Due to security reasons, two of the country's ten Regions (the North West and the South West Regions) were not covered.

For the first time in eight years of the exercise, the North Region set a new record by crossing

the 50 per cent mark in the implementation of its Regional Plan of Action. Through this milestone success, the North Region, for the second time, tops the national rankings, like it did in 2014.

Statistics from the evaluation exercise also indicate that five of the eight Regions have stepped up efforts in the fight against corruption, while the East, the Far North and Adamawa Regions are lagging behind.

This edition of the CONAC Newsletter throws light on this activity that seeks to mobilise the entire nation against corruption; the fight against corruption being an inclusive endeavour with every citizen having a role to play.

Reaction

« LES GENS INTÈGRE DÉJÀ LA NOTION DU BIEN PUBLIC »

Midjiyawa BAKARI, Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord

« Des arrêtés ont été pris, ils sont en exécution. L'Inspecteur Général et les Inspecteurs de Service sont sur le terrain, service par service, depuis pratiquement six mois, pour essayer d'implémenter ces hautes directives de la CONAC sur le terrain. Les gens intègre déjà la notion du bien public, du service public et nous ne pouvons que nous en féliciter ».

« IL FAUT L'IMPLICATION DE TOUS LES ACTEURS »

Samuel FOHTUNG, Membre du Comité de Coordination CONAC, Chef de Mission

« Les Plans d'Actions Régionaux de Lutte Contre la Corruption sont la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption, élaborée par rapport à l'outil PRECIS (Prévention, Education, Condition, Incitation et Sanctions). Après l'élaboration de ces Plans, il y a des axes opérationnels qui doivent être appliqué par les Responsables Régionaux, la Société Civile et les Autorités Traditionnelles. Mais, il faut l'implication de tous les acteurs de manière individuelle. Nous laissons souvent les calendriers pour un meilleur suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action ».

estimé avoir beaucoup appris de ces travaux. Ils ont exprimé le souhait qu'il y ait un suivi réel des PAR, et que des moyens

d'accompagnement soient mis à leur disposition pour ce suivi effectif du travail sur le terrain.

DIS « NON » A LA CORRUPTION, CHAQUE « NON » COMPTE

EVALUATION DES PLANS D'ACTION RÉGIONAUX 2018

L'ADAMAOUA ET L'EST RÉGRESSENT DANS LA MISE EN ŒUVRE

Les deux régions ont reculé de 15,3% et 2,94% respectivement par rapport à leur niveau d'exécution de 2017.

L'équipe de Mission d'évaluation des deux régions a été conduite par le Président de la CONAC, Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS du 14 au 18 septembre 2020. La mission a entamé ses travaux d'évaluation par la région de l'Adamaoua, première région dans le classement national d'exécution des plans d'action régionaux 2017, avec un score de 42,64%. Mais au terme de l'évaluation du plan d'action 2018, faite par les délégués régionaux et assimilés, en présence de l'inspecteur général des services régionaux de l'Adamaoua, Koué Gaskréo, les données montrent que l'Adamaoua a piqué du nez. Le niveau d'exécution de son plan d'action 2018 est de 27,34% contre 42,64% en 2017. La région a reculé sur tous les axes stratégiques : Prévention, Éducation, Conditions, Incitation et Sanctions.

S'agissant de la région de l'Est, la chute n'est pas aussi grande que dans la région de l'Adamaoua, mais la région est tout de même en recul par rapport à

2017. Elle est partie de 37,22% à 34,28%, soit une variation négative de 2,94%. L'Est régresse considérablement dans les axes stratégiques Conditions et Prévention et présente une légère hausse dans les axes Education, Sanctions et Incitation.

A Ngaoundéré comme à Bertoua, le Président de la CONAC a rappelé aux responsables des délégations et agences régionales que « l'évaluation d'un plan d'action régional de lutte contre la corruption est un levier qui permet de soutenir le changement, mais aussi et surtout, la gouvernance locale au regard des conséquences fâcheuses de la corruption ». Il les a invités à beaucoup d'application dans la mise en œuvre. Compte tenu des niveaux d'exécution très bas des plans d'action des deux régions, le Président la CONAC a instruit la reconduction des plans de 2018 pour les exercices 2020/2021, dans l'espoir de l'atteinte de la moyenne de 50% de niveau d'exécution à la prochaine évaluation.



Réactions

« Laisser aux générations futures un pays où règnent l'intégrité ».

Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS, Président de la CONAC

L'Adamaoua a eu à faire d'énormes progrès, mais c'est des progrès à pas de tortue. Le niveau de mise en œuvre du Plan de cette Région est resté faible, à savoir : 42,64%. On aurait souhaité qu'on soit aujourd'hui à 50, 60 ou 70%. La Région de l'Adamaoua a réussi à se hisser à la tête du classement en 2017, certes, mais, il faut que cette volonté de mieux faire soit partagée par tous les citoyens et serveurs de l'Etat à quelque niveau que ce soit. La lutte contre la corruption est un grand défi, et il faut que la Région de l'Adamaoua tienne le cap. Il faut que chaque serviteur de l'Etat se rende compte qu'il a à rendre compte à l'Etat et à Dieu de sa gestion. Nous devons tous travailler à laisser aux générations futures un pays où règnent l'intégrité, la responsabilité et la redevabilité. »

« Changez de mentalité »

KILDADI TAGUIEKE Boukar, Gouverneur de la Région de l'Adamaoua

La lutte contre la corruption exige un changement de mentalité. Il faut mettre en exergue certaines valeurs comme la probité, l'éthique, la bonne gestion de la chose publique. Si ces vertus sont au rendez-vous, nous restons convaincus que la lutte contre la corruption sera bien menée. Au niveau de la Région de l'Adamaoua, jusqu'ici

les efforts sont constants mais pas suffisants. On aurait souhaité faire un score de plus de 50% dans cette lutte, mais à cause de certains écueils et résistances, les résultats ne sont pas ce que nous voulons.

Nous lançons un appel du pied aux citoyens de la Région de l'Adamaoua, aux fonctionnaires, à la société civile, aux opérateurs économiques et aux forces vives pour l'éradication de ce phénomène. Nous sommes là pour mener une sensibilisation et une éducation accrues pour que la Région de l'Adamaoua se débarrasse de ce travers regrettable ».

« Il faut qu'on se mette au travail »

Grégoire MVONGO, Gouverneur de la Région de l'Est

Jusqu'ici nous sommes numéro 3 au niveau national. Ce n'est pas rien, mais il faut faire plus parce que nous sommes encore en deçà de la moyenne, c'est-à-dire, en deçà de 50%. L'objectif est d'atteindre les 50% et aller au-delà. Il faut pour cela mobiliser tout le monde, tous ceux qui travaillent pour le compte de l'Etat dans la Région. Il faut que les responsables des services déconcentrés de l'Etat, des sociétés publiques et parapubliques se mettent au travail parce que plus de corruption c'est moins de salles de classe, plus de corruption c'est moins de bonnes routes, plus de corruption c'est moins de médicaments pour les populations. Nous devons avoir ces images en tête et nous battre pour améliorer la situation de la région de l'Est ».

HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

What to denounce: Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

Who to denounce: Everybody involved in any act of corruption. Get his/her names, place of work and function. Describe what he/she does. You can decide to remain anonymous.

How to reach CONAC: Address your complaint to the Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- **Hotline: 1517 (calls are free of charge)**
- **Hand mail: Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Yaounde Conference Centre.**
- **Postal mail: Send to P.O. Box 33200 Yaounde**
- **Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194**
- **Fax: 222 20 37 30**
- **Email: info@conac.cm**

The denunciation of corruption is a patriotic obligation and a civic responsibility.

« ESPACE CONAC » SCHEDULE - 13MINS

TELEVISION VERSION

	Day of broadcast	Time of broadcast
CRTV	Wednesday	15:30 pm
	Thursday	15:30 pm
Canal 2 International	Monday	17:30 pm
	Thursday	17:00 pm

RADIO VERSION

CRTV Nat. Station	Monday	4:40 pm
-------------------	--------	---------

« ESPACE CONAC ALERT » - 6MINS

CRTV Télévision	Monday	9:00 am
	Wednesday	18:00 pm
CRTV Nat. Station	Tuesday	9:00 am
	Thursday	9:00 am

SAY NO TO CORRUPTION. INTEGRITY PAYS

WEST REGION ON TRACK

Even though their performance remains below average, officials of the West Region smile over a leap as they auto evaluate their performance in the execution of the 2018 Anti-corruption plan of action.

The West Region has recorded 32.24% in the implementation of the 2018 Regional plan for the fight against corruption. The score which goes slightly above the 2017 performance, was noticed on the 16th of October 2020, in Bafoussam, at the end of a workshop to evaluate the implementation of the 2018 Anti-corruption Action plan for the West Region.

In 2017, the West registered 27.97% and was ranked eighth amongst ten on the national ranking. With an increase of 4.27% this year, officials of the West hope to see their Region get to a comfortable position on the table, when the overall evaluation results on the execution of laid down actions against corruption in the various regions, would have been compiled and made public by the National Anti-Corruption Commission, CONAC.

Speaking at the occasion, the Governor of the West Region, Awah Fonkah Augustine, called on his collaborators to show much commitment in the fight against corruption and ensure that the Region stands tall on the Anti-corruption spot-light. He promised sanctions to officials who will be found wanting in the implementation of anti-corruption measures as prescribed in the 2021 Regional Action Plan that was elaborated and

adopted during the seminar.

The event, organised and closely supervised by officials from the National Anti-Corruption Commission, brought together participants from Regional delegations, Municipal Councils, Public Security, as well as Civil Society Organisations.

The Vice Chairman of CONAC, Professor-François ANOUKAHA, used the occasion to urge stake holders in the Region to actively take part in the fight against corruption in Cameroon and to ensure a smooth execution of the Regional Action Plan. The Deputy Chair frowned at the attitude of State workers in the West Region, who abuse power, extort money from users and syphon public funds. He called on victims and witnesses of acts of corruption to denounce such misconducts to the National Anti-corruption Commission.

It should be noted that The Regional Action Plan is a component of the National Anti-Corruption Strategy in Cameroon and unfolds from the five axes of PRECIS, an anti-corruption tool which requires concomitant actions in the domains of Prevention, Education, Condition, Incitation and Sanction.



Reactions

“The West Region has improved on their performance”

Professor François ANOUKAHA, Vice Chairman CONAC

“The Regional Anti-Corruption Plans stem from the National Anti-Corruption Strategy which is being implemented by CONAC. Through this exercise, we accompany the ten Regions of Cameroon with expertise and technical know-how so that they can effectively elaborate, implement and auto-evaluate themselves. We hope that they keep improving in those areas where they have performed well, as far as the fight against corruption is concerned. We have noticed here that the West Region has improved on their performance this year as compared to 2017. We expect that they keep doing better and CONAC will always be there anytime our attention is needed”.

“We have now decided to hit hard”

EPANTE ADREY, Inspector General, West Regional Governor's Office

“I urge Regional Delegates and heads of public institutions to put in place measures to fight corruption in their services. But, some are still adamant even with threats of administrative sanctions. We have now decided to hit hard. You saw how the Governor was stern that all delegates must attend and that those on leave or permission must send their representatives to this evaluation and in less than no time the hall was full. This is how we will proceed with the fight against corruption in this area. As Focal Point of CONAC, I would suggest that CONAC assists us with sensitisation materials so that we can better inform our people on the fight against corruption”.

“It was a learning process”

ETO'O Francine, Participant

“We are very happy with this workshop. For some of us, it is our first time and we have learnt a lot as far as the fight against corruption is concerned particularly with the use of PRECIS. PRECIS is a very good approach. It talks about Prevention, Education, Condition, Incentives and Sanction. It was not just evaluation but also a school for some of us”.

WHAT IT TAKES TO FIGHT AGAINST CORRUPTION

Fighting corruption is a conscious act, not an accident.

So....

Don't just wish for change. Be the change you want to see in the fight against corruption in Cameroon.

Corruption has to do with managing greed and fear.

So....

Put fear into the camp of the corrupt.

A candle does not lose its light by lighting others.

So....

Share good values with all those around you.

WE CAN OVERCOME CORRUPTION BY OUR EFFORTS. THE VICTORY CANNOT BE DECREED OR ACCOMPLISHED BY WISHFUL THINKING.

**BE THE CHANGE YOU WANT TO SEE IN CAMEROON
DENOUNCE ALL ACTS OF CORRUPTION TO CONAC**

CENTRE AND SOUTH REGIONS STEP UP EFFORTS

The evaluation exercise of the 2018 Anti-Corruption Regional Plan of Action for the Centre and South Regions have revealed considerable strides in combatting corruption vis-à-vis the results obtained from the implementation of the 2017 Regional Plan of Action.

Embedded in the National Strategy for the Fight against Corruption, the evaluation of the 2018 Regional Plan of Action and the elaboration of the 2021 Regional Plans of Actions for the South and Centre Regions unfolded from September 14th to 15th and 16th to 17th for the South and Centre regions respectively.

Participants at the two-day workshops in both Regions came out with statistics on, the state of the fight against corruption in their localities. While the South Region moved from a cumulative average of 34.78% in 2017 to 40.45 in 2018, the Centre Region climbed from 29.23% to 39.23%; an indication that on the whole, the executors of the Regional Plan had upped their games.

Representing the Chairman of CONAC, Mr. NJAMI NWANDI, member of the Coordination Committee of the Institution, encouraged Regional Delegates in the South and Centre Regions to intensify the fight against corruption for the betterment of the nation. He dissuaded them from practices that will project them as predators against the Institutions of the country by either corrupting or being corrupted.



LITTORAL : UN GAIN DE 8 POINTS MAIS TOUJOURS DANS LA ZONE ROUGE

La Région du Littoral fait des progrès dans la lutte contre la corruption mais ses efforts demeurent insuffisants.

De nombreux responsables des services régionaux de la Région du Littoral se sont retrouvés autour de la CONAC, dans les services du Gouverneur du 16 au 17 septembre 2020 pour le double atelier d'évaluation du plan d'action anti-corruption régional en vigueur depuis 2018 et l'élaboration du plan de l'année 2021.

La CONAC était représentée à ces travaux par Monsieur Chief MBILE Norbert, Membre du Comité de Coordination de la CONAC qui, dès l'entame des travaux a invité les acteurs impliqués dans cette lutte à plus d'engagement. Il a rappelé que cette Région occupe le dernier rang au plan national avec des taux de réalisation les plus bas depuis plusieurs années. 23,46% en 2015 ; 25,53% en 2016 puis 27,97% en 2017.

Au bout de l'autoévaluation faite par des responsables des services régionaux du Littoral, cette Région a enregistré un score de 35,83%, soit un gain de 8 points par rapport à la der-

nière évaluation de 2017. Bien sûr que ce progrès est remarquable mais les efforts fait demeurent insuffisants car éloignés de la barre symbolique de 50 %, la moyenne espérée.

Le deuxième jour des travaux était consacré à l'élaboration du nouveau plan d'action à mettre en œuvre pour l'année 2021. Le plan élaboré, se veut plus juste, précis et réaliste. Contrairement aux plans précédents, il intègre 5 actions stratégiques par axe stratégique de l'outil PRECIS au lieu de dix actions.

Après avoir procédé à la validation et à l'adoption du plan d'action 2021, élaboré in situ, l'Inspecteur Général des Services Régionaux Monsieur Aboubacar NJIKAM représentant du Gouverneur empêché a invité les acteurs à renverser durablement la tendance.

Les participants se sont séparés avec la détermination d'œuvrer chacun à son niveau pour que le Littoral devienne une Région « free of corruption ».

Reactions

"Corruption is not insurmountable"

NdongoNdongo Jean Lazare, Inspector General, Centre Region

Corruption is not insurmountable. Although it is rampant in society, it can be eradicated for the development of the country. It is therefore imperative that all the Regional Delegates who took part in this workshop put in practice what has been adopted".

"Lead the fight against corruption"

Mr. Ngoucheme Alexandre Le Grand, Secretary General, South Region

This evaluation exercise is a good instrument to determine the way people are participating for the success of the process. After this evaluation, we are expect the South Region to top the list of best classified Regions as far as fighting corruption is concerned in Cameroon. We want to lead the fight against corruption".

"Workshops like this enrich us"

Mr. Godlove Fosang, Chief of Service, Interpol Services South Region

There are some positive changes in fight against corruption in the South Region especially in the police service. No money is asked for summons and services are rendered to citizens free-of-charge. Workshops like this enrich us and we carry the good practices to our areas of work".

"There's been improvement in certain domains"

Mr. Danny Dominic Tamfu, Senior Superintendent of Police, South Region

There's been improvement in certain domains. Sanctions are regularly meted to wayward policemen and some encouragement given to active workers. In the field of education, a lot has been done because the cases of corruption are quite limited. However, in the domain of public contracts, a lot still needs to be done as municipal administrators give out contracts through intermediaries with no expertise. This results in very poor executions or no execution at all".

"Apply the terms of Article 66 of the Constitution"

Mr. Christian Wari, Assistant Superintendent of Police

Administrative authorities in the South Region have been involved in the fight against corruption and this is yielding positive results. In the health domain, bad practices have led to heavy sanctions. A case in point is the Director of the Ebolowa Regional Hospital who was relieved of his duties. Likewise, illicit drugs are systematically seized and burnt to dissuade bad practices. However, it is important for the government to fully apply the terms of Article 66 of the Constitution for the advancement of the fight against corruption in the country".

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication

Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication Délégué

Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial

NGALLE EYOUM

Rédacteur en chef

Irene MORIKANG TCHE

Rédaction

Irene MORIKANG TCHE

Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUA EFFA,

Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,

William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat

Eunice BIH F. AZIE

Sylvie VOUFACK

Simon Pierre NTAP

Impression

Régie / CONAC